

ACTION URGENTE

UN JOURNALISTE REMIS EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Le 23 avril 2019, le journaliste Amade Abubacar a été remis en liberté provisoire, alors qu'il était détenu à la prison de Mieze à Pemba. Il a retrouvé sa famille dans l'attente de son procès pour des accusations d'« incitation publique à commettre un crime en utilisant des médias électroniques », « incitation » et « outrage à des agents de la force publique ». La date de son procès n'est pas encore fixée.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et religieuses

Joaquim Veríssimo

Ministry of Justice, Constitutional and Religious Affairs

Av. Julius Nyerere, 33

Maputo, Mozambique

Courriel : mjcr@mjcr.gov.mz et vilanchic@yahoo.com.br

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur le cas d'**Amade Abubacar**, journaliste de la radio locale de Nacedje, dans le district de Macomia (province de Cabo Delgado, nord du Mozambique).

Le 23 avril, le tribunal provincial de Cabo Delgado a ordonné la remise en liberté provisoire du journaliste Amade Abubacar, qui était détenu à prison de Mieze, à Pemba. Son avocat avait déposé en son nom une demande de libération sous caution le 26 février auprès de ce tribunal.

Amade Abubacar est toujours inculpé d'« incitation publique à commettre un crime en utilisant des médias électroniques », d'« incitation » et d'« outrage à des agents de la force publique », au titre des articles 323, 393 et 406 du Code pénal mozambicain. Il avait été maintenu en détention provisoire pendant plus de 90 jours avant d'être officiellement inculpé. Pourtant, l'article 308 du Code de procédure pénale dispose que nul ne peut être maintenu en détention provisoire plus de 90 jours après son arrestation.

La date de son procès n'a pas encore été fixée.

Amade Abubacar a été arrêté sans mandat le 5 janvier, par des policiers du district de Macomia. Au moment de son arrestation, il interviewait des personnes qui avaient fui leur domicile en raison de la multiplication d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste, al Shabab. Amade Abubacar a été détenu au secret par l'armée pendant 12 jours, pendant lesquels il aurait subi différentes formes de mauvais traitements pouvant constituer des actes de torture.

Je vous prie instamment de :

- veiller à ce que toutes les accusations retenues contre Amade Abubacar soient abandonnées immédiatement, car il est inculpé uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression dans le cadre de son travail de journaliste ;
- faire en sorte que le droit à la liberté d'expression et à la liberté de la presse soient pleinement respectés et à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être attaqués, intimidés ou harcelés.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération,

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Amade Abubacar est un journaliste de la radio locale de Nacedje, dans le district de Macomia, dans la province de Cabo Delgado. C'est également un journaliste indépendant. Il a été appréhendé le 5 janvier par la Police de la République du Mozambique (PRM) dans le district de Macomia et emmené au poste de police de Macomia. Au moment de son arrestation, il interviewait des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui avaient fui leur domicile en raison de l'intensification d'attaques violentes perpétrées par des membres présumés d'un groupe extrémiste connu sous le nom d'Al Shabab. Le même jour, il a été transféré de la garde de la police à celle de l'armée, qui l'a maintenu en détention au secret durant 12 jours et, selon son témoignage, l'aurait soumis à différentes formes de mauvais traitements. Il est interdit aux forces militaires de maintenir des civils en détention. Le 17 janvier, il a été remis aux mains de la police.

Il a été conduit pour la première fois devant un juge le 18 janvier, soit bien au-delà de la période maximale de 48 heures fixée par la loi pour présenter une personne devant un juge à partir du moment de son arrestation. Le tribunal judiciaire du district de Macomia a ordonné son maintien en détention provisoire, au poste de police central du district de Macomia. Le 24 janvier, Amade Abubacar a été transféré de la prison du district de Macomia à la prison de Mize, à Pemba, capitale de la province de Cabo Delgado.

Le 16 avril, après plus de 90 jours de détention provisoire, il a été officiellement inculpé.

Les districts nord de la province de Cabo Delgado, notamment Macomia, sont le théâtre d'attaques armées depuis octobre 2017. Ces attaques seraient le fait de membres d'un groupe extrémiste, Al Shabab, qui envahissent les villages, incendient les maisons, tuent des villageois à coups de machette et pillent la nourriture. Plusieurs habitants des villages touchés, craignant pour leur vie, ont fui vers d'autres districts. Cette province est importante pour le gouvernement central en raison de ses riches ressources en minerais, notamment en gaz et en rubis. Le gouvernement a donc renforcé la présence militaire dans la région après le début des attaques. Depuis lors, les autorités intimident et harcèlent les journalistes et les empêchent de rendre compte de la situation. Amade Abubacar couvrait depuis le début les attaques perpétrées contre les civils par des groupes armés dans la province de Cabo Delgado.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : anglais, portugais
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 11 juin 2019
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM, PRÉNOM ET PRONOM À UTILISER : Amade Abubacar (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr41/0235/2019/fr/>